

L'ÉVOLUTION DU BIEN-ÊTRE DANS HUIT VILLES CONGOLAISES ENTRE 1975 ET 2005

par Wim Marivoet¹

Abstract

In this article, we shed light on the changing living conditions between 1975 and 2005 in eight major cities in the DRC. Although this exercise is seriously constrained by methodological difficulties, some salient facts do come out. To begin with, the urban sector does not seem to be that much affected by the formal crisis the country went through. Apart from the city of Bukavu, no general decrease in consumption or assets did occur over the past three decades. An explanation for this remarkable result could be found in a more efficient use of the food budget, as well as a further dependence on informal strategies. Linked to the former explanation, this study pointed to a general substitution of starchy staples by cereals, and to a lesser extent (palm) oil. Additionally, a marked increase in the budget share spent on education also seemed to be a common phenomenon for all eight cities. And finally, economic geography seems to have structured the evolution of assets owned by households quite well. Apart from these general tendencies, this study above all revealed that each city has its own particularities, which deserve to be further researched.

1. INTRODUCTION

Le 30 novembre 1973, l'ancien président Mobutu Sese Seko a voulu affirmer davantage l'émancipation de son pays vis-à-vis de l'étranger en général et de l'ancienne métropole en particulier par une série de mesures visant l'autonomie économique. Après avoir stabilisé le pouvoir politique à la suite des premières années troublées de l'indépendance et après avoir proclamé le retour à l'authenticité culturelle en 1971, il a pris un peu plus tard les mesures de la fameuse zairianisation et de la radicalisation, qui devaient mettre fin de façon unilatérale aux disputes économiques connues alors sous le nom de « contentieux ». Cette politique, dont les effets seront évalués au début comme étant purement conjoncturels et concernant uniquement le plan économique, s'avérera vite la voie toute tracée vers une catastrophe générale touchant l'ensemble de la société zairoise².

En effet, cette politique a complètement privé le pays de sa base productive en parachutant des proches du régime à la tête des entreprises nationalisées, des personnes n'ayant souvent aucun intérêt dans la reprise des activités économiques. En outre, la crise pétrolière de 1973, mais surtout aussi la chute du prix mondial du cuivre à partir de 1974, se sont ajoutées à la perte des rentrées publiques, ce pourquoi le régime s'est vu obligé de recourir à deux autres moyens de financement. D'abord, il y a eu le recours au crédit de l'extérieur, ce qui a installé les fondements de la crise de la dette, boulet à

¹ L'auteur tient à remercier le Prof. Houyoux pour avoir rendu disponibles les banques de données ainsi que l'ensemble de la documentation portant sur les enquêtes menées sous sa supervision en 1975-76.

² YOUNG, C., TURNER, T., *The Rise and Decline of the Zairian State*, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1985, pp. 66, 281, 309.

traîner dont le pays n'a été délivré qu'en novembre 2010³. Et le deuxième recours a été la planche à billets, qui a été utilisée à maintes reprises et qui symbolisait par excellence la désastreuse politique économique et monétaire de Mobutu⁴.

Malgré différentes tentatives faites par les bailleurs de fonds internationaux pour redresser l'économie zaïroise, ce n'est qu'après la fin de la guerre froide que le système mobutiste a reçu finalement son coup de grâce. Entretemps, une corruption largement répandue (« le mal zaïrois ») ainsi que la nature informelle d'une grande partie de l'économie se sont instaurées à travers le pays comme de vraies stratégies de survie. Le vacuum politique ainsi créé a annoncé une ère encore plus catastrophique avec l'importation des tensions interethniques rwandaises, qui a abouti au déclenchement des deux guerres congolaises entre 1997 et 2003⁵. En 2005, la transition a pris officiellement fin par l'approbation d'une nouvelle constitution qui prévoyait l'organisation des premières élections démocratiques dans plus de quarante ans, et qui a nommé Joseph Kabila comme le premier président de la Troisième République.

En reliant deux enquêtes budgétaires des années 1975-76 et 2004-05, la présente étude vise à analyser l'évolution du bien-être des citoyens congolais dans huit grandes villes de la RDC. Nonobstant la série d'événements à partir de mi-1970 qui ont plongé le pays dans une crise longue et profonde, des études antérieures ont montré une remarquable résistance à cette crise chez les habitants de Kinshasa⁶. Dans ces études, ce « miracle kinois » a été expliqué surtout par le recours massif de la population à l'économie informelle, ainsi que par un emploi plus efficace du budget des ménages en termes nutritionnels. Une troisième explication, notamment celle d'une réduction de l'inégalité impliquant que les plus riches auraient payé pour la crise, semble par contre moins convaincante : selon la source des données, la période de référence exacte ou la manière de mesurer, on a pu observer à Kinshasa une stabilité, une croissance ou une réduction dans le degré d'inégalité.

³ MARYSSE, S., TSHIUNZA MBIYE, O., DE HERDT, T., CASSIMON, D., VERBEKE, K., VISSER, M., *Évaluation de l'allègement de la dette en RDC. Rapport final provisoire*, Anvers, IOB Université d'Anvers, 2011.

⁴ Pour plus de détails sur cette politique, voir : MATON, J. (dir.), *Congo 1965-1997*, Gand, Université de Gand, 1998 ; BEZY, F., PEEMANS, J.-P., WAUTELET, J.-M., *Accumulation et sous-développement au Zaïre 1960-1980*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain (UCL), 1981.

⁵ Pour un historique détaillé de cette période, voir REYNTJENS, F., *The Great African War, Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

⁶ DE HERDT, T., TSHIMANGA, C., "War and the political economy of Kinshasa", in MARYSSE, S., REYNTJENS, F. (dir.), *The Political Economy of the Great Lakes Region in Africa, The Pitfalls of Enforced Democracy and Globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 223-243 ; DE HERDT, T., MARIVOET, W., MARYSSE, S. "L'expérience inégale de la Transition à Kinshasa", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2005-2006*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 327-351 ; DE HERDT, T., MARIVOET, W., *Informalization, Poverty and Inequality in Kinshasa (DRC)*, Stellenbosch, Comptes rendus de la Conférence internationale 'Living on the Margins', 2007.

Les données à notre disposition nous permettent de vérifier si ce 'miracle' peut être généralisé aux autres grandes villes du pays. À cette fin, nous voudrions suivre une méthodologie qui dépasse la seule dimension budgétaire, en analysant aussi l'évolution des avoirs dont disposent les ménages. En effet, l'observation de la résistance à la crise à Kinshasa a été plutôt inspirée par des informations concernant l'alimentation, ce qui pourrait masquer une éventuelle décapitalisation de certains avoirs. Ceci nous oblige à réviser également le prétendu caractère miraculeux de ce qui s'est passé exactement à Kinshasa. Que l'introduction des avoirs dans l'analyse puisse être informative confirme une étude récente sur le profilage géographique de la pauvreté⁷ : la capitale de Kinshasa, étant parmi les zones urbaines les plus mal nourries, semble en même temps la plus dotée en termes d'avoirs⁸. Donc, en analysant et en combinant ces deux dimensions 'budget' et 'avoirs', nous cherchons à obtenir une idée plus globale de l'évolution des conditions de vie ainsi que des stratégies de crise auxquelles ont recouru les ménages dans certaines villes congolaises entre 1975 et 2005.

2. DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

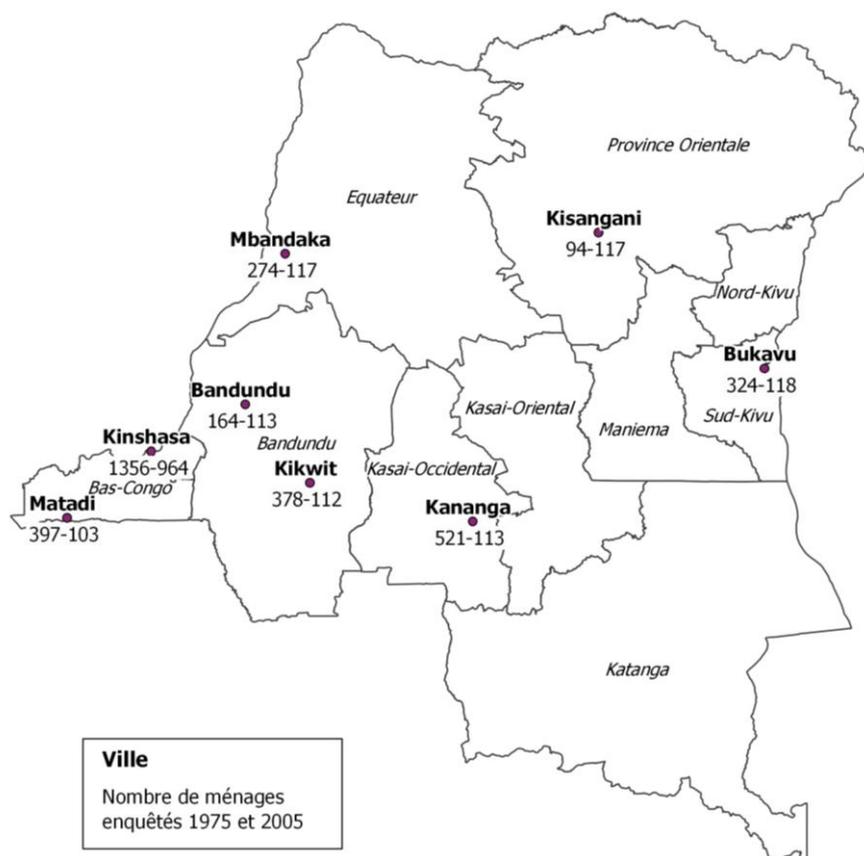
2.1. Données de 1975-2005

Les informations de base sur lesquelles se fonde cette étude sont, d'une part, les six *enquêtes démographiques et budgétaires des villes de l'ouest du Zaïre*, complétées par deux enquêtes similaires à Kisangani et Bukavu, et toutes menées pendant les années 1975-76 ; d'autre part, l'*Enquête 1-2-3* de 2004-05 qui porte sur tout le territoire de la RDC. La première série d'enquêtes a été largement financée par la société d'ingénierie SICAI, supervisée par le prof. Houyoux et réalisée par l'Institut national de la Statistique (INS) du pays. L'Enquête 1-2-3, par contre, a été financée par un ensemble de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, commanditée par l'Unité de Pilotage de la RDC (UPPE-SRP) et réalisée elle aussi par l'INS. Malgré le fait que cette dernière enquête nous permet d'étudier le secteur urbain dans sa totalité, on se limitera ici à l'analyse des huit villes suivantes : Bandundu, Bukavu, Kananga, Kikwit, Kinshasa, Kisangani, Matadi et Mbandaka. La Figure 1 donne la répartition géographique de ces villes ainsi que le nombre de ménages enquêtés, respectivement en 1975-76 et 2004-05.

⁷ MARIVOET, W., KEJE, H., *Approfondir le profilage géographique de la pauvreté en RDC*, Anvers, Institut de Politique et de Gestion du Développement (IOB), Cahier 2011.01, 2011.

⁸ Cette observation suggère même que, malgré la crise formelle généralisée, les Kininois ont même pu augmenter leur bien-être, ce qui serait encore plus miraculeux.

Figure 1.
Nombre de ménages enquêtés dans les huit villes en 1975-2005



Source : Représentation faite par l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05), en utilisant le logiciel Quantum GIS.

Bien que comparables au sein d'une même période, il va de soi que les sondages urbains le sont beaucoup moins entre les deux époques concernées. Cependant, une méthodologie sous-jacente différente ne pourrait pas nous empêcher de les mettre en perspective, tout en restant suffisamment prudent⁹. Ainsi, la présente section sera largement consacrée à une discussion de fond des concepts utilisés et de la méthodologie suivie. Bien évidemment, vu les différences qu'implique la conception des deux types d'enquêtes, on sera

⁹ Ici, il importe de mentionner que l'Enquête 1-2-3 est strictement représentative jusqu'au niveau des trois milieux de résidence (ville, cité et village) dans chacune des 11 provinces. Or, les zones urbaines de cette enquête nationale comprennent parfois plusieurs villes d'une même province, qui, dans la présente étude, sont analysées séparément. Ceci explique également pourquoi le nombre de ménages enquêtés en 2005 est généralement inférieur à celui de l'année 1975.

parfois obligé d'avoir recours à certains raccourcis *second-best*. En outre, la question de savoir comment mesurer dans le temps le bien-être ou la pauvreté est une question en fait relative au temps lui-même, surtout vu la révolution technique mondiale qui a donné lieu à un éventail d'inventions n'existant pas en 1975, mais qui sont devenues entretemps des biens de base. Par conséquent, afin de pouvoir partir d'un terrain solide dans cette discussion instable, on fera appel au vocabulaire de l'« approche des capacités »¹⁰. La notion de « capacité » renvoie à l'ensemble d'êtres et d'agirs (dits 'fonctionnements'¹¹) dont dispose une personne, ce qui permet théoriquement d'inclure dans l'analyse des spécificités contextuelles liées aux différentes époques sans la rendre arbitraire (voir ci-dessous).

Bien qu'il existe plusieurs dimensions permettant d'approcher le bien-être des gens, la présente étude, à cause des restrictions méthodologiques, se focalisera surtout sur une analyse séparée des budgets des ménages et des avoirs dont ces derniers disposent, ainsi que sur la combinaison de ces deux dimensions¹².

2.2 Notes méthodologiques par rapport au budget

Commençons par le concept de budget. Dans son étude sur l'économie réelle du Zaïre, MacGaffey¹³ propose de regarder bien au-delà de l'économie formelle pour évaluer la performance de l'économie totale, en considérant aussi la multitude d'activités qui se passent dans l'informel. Le point de départ évident d'une telle évaluation est le budget des ménages. En effet, ce budget nous permet de sonder le pouvoir économique d'un ménage (généré par des activités soit formelles soit informelles) ; il est également moins sensible à des effets saisonniers et son sondage suscite moins de réticence auprès des enquêtés que lorsqu'il s'agit du revenu. Cependant, au fil des années, ce concept a été raffiné davantage, partant d'une mesure des dépenses réelles vers l'idée de consommation, et en appliquant aussi des échelles d'équivalence détaillées pour mieux neutraliser les différences dans la composition des ménages¹⁴. C'est déjà à ce niveau-ci qu'un premier problème méthodologique

¹⁰ SEN, A., "Well-being, agency and freedom: the Dewey lectures, 1984", *Journal of Philosophy*, Vol. 82, 1985, pp. 169-221.

¹¹ En anglais, Sen parle de « fonctionings » pour renvoyer à cette multitude d'êtres et d'agirs.

¹² On va suivre ainsi largement la même méthodologie que celle qui a été appliquée à la base de l'Enquête 1-2-3 sur tout le territoire de la RDC en 2004-5 (voir MARIVOET, W., KEJE, H., *op. cit.*). Cependant, les résultats dans cette dernière étude peuvent différer par la poursuite de l'uniformité entre les données de 1975 et de 2005. Ceci renvoie aux trois éléments suivants : (i) les zones urbaines provinciales ne sont pas toujours strictement égales aux huit villes analysées ici ; (ii) la composition du budget est légèrement différente à cause d'un loyer non imputable aux données de 1975 ; et (iii) les mêmes composantes sous-jacentes à la construction des indices des avoirs n'ont souvent pas été sondées en 1975.

¹³ MACGAFFEY, J., *The Real Economy of Zaire*, London, James Currey, 1991.

¹⁴ Pour plus de détails sur ces concepts microéconomiques, voir DEATON, A., *The Analysis of Household Surveys*, Washington DC, The World Bank, 1997.

se pose pour relier les enquêtes des années 70 à laquelle de 2004-05 : là où l'Enquête 1-2-3 rend possible l'addition d'un loyer fictif aux dépenses effectuées par des ménages propriétaires de leur maison, ainsi que l'application des échelles d'équivalence appropriées, ces informations n'ont pas été sondées à la mi-1970. Confronté à ces aspects d'incompatibilité, on sera tenu d'enlever ces informations de l'Enquête 1-2-3 afin de mieux garantir la comparabilité avec les données de 1975-76¹⁵.

Un deuxième problème qui complique la comparabilité entre ces deux époques, est la volatilité monétaire qui a caractérisé l'économie zaïroise/congolaise : depuis son indépendance, le pays a connu quatre monnaies nationales, plusieurs dévaluations et des taux d'inflation très fluctuants avec même quelques épisodes d'hyperinflation¹⁶. Etant donné cette histoire monétaire turbulente, comment alors évaluer l'évolution de 100 Makuta (K) (ou bien 1 Zaïre ancien) dont dispose un ménage fictif en 1975 vers un budget de 1 Franc congolais (FC) en 2005 ? Bien qu'on puisse convertir l'information budgétaire en prix et monnaies constants, la valeur de cette méthode dépend largement de la fiabilité des différents facteurs de conversion sous-jacents à cette correction. En outre, ceci n'est qu'une correction en termes de pouvoir d'achat, et qui fait abstraction des possibilités réelles que ce pouvoir peut engendrer pour les gens dans un contexte spécifique. Ici, on renvoie à la critique de Sen vis-à-vis des métriques monétaires¹⁷, qui ne mesurent que le pouvoir d'achat au lieu de se focaliser sur le pouvoir de fonctionnement en considérant aussi le contexte où ce premier pouvoir serait employé. Vu cet exercice-ci, dans lequel on mettra en perspective deux époques bien différentes, ces éléments contextuels ne peuvent certainement pas être négligés. Or, un focus trop grand sur le contexte n'est pas non plus une option à retenir, vu qu'il supprimerait chaque base de comparaison, rendant ainsi cette étude carrément impossible. Une position intermédiaire qui essaie de réconcilier ces deux préoccupations (c.-à-d. celle de la « spécificité » et celle de la « consistance »¹⁸) est reflétée par la fixation d'un seuil dans l'espace des fonctionnements, sa traduction contextuelle en termes budgétaires et l'application de la série de déflateurs qui en résulte. Cette méthode, qui fait

¹⁵ Naturellement, cette approche risque également de biaiser les résultats, en sous-estimant le niveau de vie réel *là où* et *quand* il y a plus de propriétaires. Ainsi, ces biais se situent tant au niveau d'un profil individuel d'une ville et à un moment donné, qu'au niveau d'une comparaison entre villes et dans le temps. À cette fin, une analyse détaillée de la structure du marché immobilier dans ces huit villes (ainsi que son évolution dans le temps) aurait été souhaitable, mais elle se trouve en dehors de la portée de cette étude.

¹⁶ MATON, J. (dir.), *op. cit.*

¹⁷ SEN, A., *op. cit.*

¹⁸ Ces deux préoccupations de spécificité et de consistance renvoient également aux caractéristiques désirables d'une ligne de pauvreté, dont la première porte sur l'implication des conditions et des préférences locales, et la deuxième sur l'exigence d'avoir une base de comparaison objective. Pour plus de détails, voir RAVALLION, M., BIDANI, B., "How robust is a poverty profile?", *The World Bank Economic Review*, Vol. 8, No. 1, 1994, pp. 75-77.

référence à l' « approche indirecte » de Sen¹⁹, et ses limitations empiriques ont déjà été discutées en détail lors d'une application aux mêmes données de l'Enquête 1-2-3²⁰.

Tableau 1. Lignes de pauvreté et les déflateurs annexes par ville et par période

	1975-76		2004-05	
	Z-LIGNE EN K	DÉFLATEUR	Z-LIGNE EN FC	DÉFLATEUR
<i>Kinshasa</i>	64,78	0,12	538,11	1,00
<i>Bandundu</i>	84,71	0,16	233,30	0,43
<i>Kikwit</i>	53,13	0,10	275,08	0,51
<i>Matadi</i>	43,04	0,08	438,24	0,81
<i>Mbandaka</i>	88,22	0,16	372,75	0,69
<i>Kisangani*</i>			262,48	0,49
<i>Bukavu</i>	69,67	0,13	557,23	1,04
<i>Kananga</i>	63,27	0,12	298,56	0,55

Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

* Pour la ville de Kisangani, le relevé de prix de l'année 1975-76 n'était pas disponible.

Donc, si on suit la même méthodologie pour la combinaison des enquêtes de 1975-76 et de 2004-05, on obtient les résultats résumés dans le Tableau 1. La première et la troisième colonne présentent pour chaque ville et période le montant minimal par jour et en prix courants dont les individus ont besoin pour échapper à la pauvreté. C'est ainsi que les habitants de Matadi et Kinshasa nécessitaient respectivement 43,04K et 64,78K en 1975-76 et 438,24FC et 538,11FC en 2004-05 par jour pour éviter la pauvreté. Puisque chaque ligne de pauvreté a été définie autour du même fonctionnement d'être bien nourri et fixée sur base des mêmes seuils nutritionnels, on peut utiliser leurs proportions comme des déflateurs contextuels pour neutraliser des différences de temps et d'espace. Ainsi, la deuxième et la quatrième colonne fournissent cette information en gardant 'Kinshasa 2004-05' comme référence. Par suite, la discussion budgétaire dans la section 3 ci-dessous se fera sur base des données ainsi déflatées par rapport au même contexte rencontré à Kinshasa, année 2004-05.

¹⁹ SEN, A., *Development as Freedom*, New York, Alfred A. Knopf, 1999, pp.83-84.

²⁰ Ici, il suffit de mentionner qu'on se focalise exclusivement sur le fonctionnement « être bien nourri ». La fixation du seuil dans cette dimension a été basée sur des prescriptions de la FAO quant à la consommation minimale en calories et protéines ; et la traduction budgétaire s'est faite par l'application d'une méthode du type « Food Energy Intake », qui prend en considération les préférences nutritionnelles et non nutritionnelles d'une certaine ville durant une certaine période. Pour plus de détails, voir MARIVOET, W., *Poverty Lines as Context Deflators in the DRC*, Anvers, Institut de Politique et de Gestion du Développement (IOB), Working Paper 2010-08, 2010.

2.3. Notes méthodologiques par rapport aux avoirs

À part le budget des ménages, on analysera aussi l'évolution en avoirs dont disposent ces derniers. Contrairement à la métrique monétaire, cette dimension ne permet pas seulement de pouvoir mieux répondre à la notion multidimensionnelle du bien-être, mais sa mesure pose aussi souvent moins de difficultés²¹. Ces arguments intrinsèques en faveur des avoirs s'ajoutent à ceux qui supportent la complémentarité des avoirs à l'égard de l'information budgétaire. Ainsi, Carter et Barrett²² parlent du pouvoir discriminatoire des avoirs pour faire la distinction entre des transitions en pauvreté stochastiques et celles qui sont plutôt structurelles. En fait, ceci apporte un aspect dynamique à l'analyse budgétaire grâce à l'examen de la faculté qu'ont ces avoirs d'amortir de futurs chocs éventuels ou bien de générer un meilleur mode de vie. À cette fin, une procédure d'indexation s'impose pour résumer les différents avoirs en un seul indice (voir ci-dessous). Pour toutes ces raisons, l'analyse des avoirs a regagné en importance dans la littérature académique pendant la dernière décennie.

De nouveau, des défis méthodologiques s'annoncent pour raccorder les enquêtes des années 1975-76 à celle de 2004-05. Tout d'abord, il va de soi que ce ne sont pas toujours les mêmes avoirs qui ont été sondés : par exemple, les enquêtes de 1975-76 ne renseignent pas sur la question de savoir si le ménage dispose d'un ventilateur ou non, et l'Enquête 1-2-3 ne s'interroge pas sur l'éventuelle possession d'un *pousse-pousse*²³ – deux avoirs cependant pertinents pour les deux époques. En deuxième lieu et conformément au raisonnement sur le pouvoir d'achat, on ne peut pas en déduire la valeur de marché pour l'ensemble des avoirs au sein d'un ménage (ce qui d'ailleurs résoudrait le problème d'indexation), par manque des prix courants de chaque bien. En outre, nous voudrions de nouveau que soit prêtée suffisamment d'attention au contexte spécifique dans lequel ces avoirs sont employés : par exemple, là où un emploi administratif en 1975 nécessitait une simple combinaison crayon-papier, ce même emploi en 2005 requerrait déjà plus souvent la commande d'un ordinateur. Par conséquent, est exigé de nouveau un raisonnement qui fasse appel à l'espace des fonctionnements pour réconcilier les soucis de spécificité et de consistance. Cependant, un recours pareil semble ici beaucoup plus problématique, vu l'absence d'un fonctionnement central d'ancrage (conforme au fonctionnement d'être nourri) ainsi que d'une métrique liée (conforme à la consommation en calories et protéines) qui permet la fixation des seuils, pour enfin en déduire les quantités en avoirs minimales correspondantes. D'autant plus, ce recours devient même encore plus complexe

²¹ MOSER, C., FELTON, A., *The Construction of an Asset Index Measuring Asset Accumulation in Ecuador*, Washington DC, CPRC Working Paper 87, 2007, pp. 1-2.

²² CARTER, M. R., BARRETT, C. B., "The economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach", *Journal of Development Studies*, Vol. 42, No. 2, 2006, p. 180.

²³ Un *pousse-pousse* est un grand chariot en fer non mécanisé, qui est utilisé dans les villes congolaises pour transporter toute sorte de marchandises.

si on se rend compte du fait que certains avoirs technologiques soutiennent de nos jours des fonctionnements qui autrefois simplement n'existaient pas. Par exemple, là où 'joindre instantanément notre antipode terrestre' n'était presque pas possible en 1975, il suffit maintenant de simplement sortir un téléphone portable et de composer le numéro. Alors, partant de notre référence théorique de fonctionnements, il va de soi qu'une augmentation du nombre de fonctionnements reflète un réel accroissement du niveau de vie des gens. Cependant, n'est pas claire la façon d'apprécier ces nouveaux fonctionnements en relation avec une disposition accrue de ceux déjà existants.

Vu ce caractère très problématique de la comparaison des avoirs dans le temps, on se limitera dans cette étude aux avoirs spécifiques (ainsi qu'aux fonctionnements y liés) qui figurent dans l'ensemble des enquêtes concernées. Malgré le fait qu'une telle approche sous-estime probablement le réel bien-être des populations citadines en 2004-05 en regard de celles de 1975-76, cette sous-estimation sera plutôt modérée pour autant qu'on puisse supposer qu'il existe une corrélation positive entre l'introduction des nouveaux avoirs et l'extension des avoirs déjà existants. En d'autres mots, si l'omniprésence actuelle des téléphones portables à Kinshasa reflétait une réelle amélioration du niveau de vie (et donc si elle était plus qu'une simple manière de répondre autrement à un même fonctionnement), cela se ferait ressentir aussi au niveau des autres avoirs qu'on a toujours connus à travers la période étudiée, comme par exemple le nombre de chaises par personne dont dispose un ménage. Naturellement, cette supposition fait surtout abstraction des améliorations en qualité par rapport aux avoirs faisant partie des deux enquêtes, ainsi que des éventuelles substitutions entre des avoirs anciens et nouveaux.

Le Tableau 2 regroupe les différentes composantes retenues par type d'avoir dans cette étude. En premier lieu, on analysera l'évolution en qualité du logement par six variables qui y sont liées. Vu l'exclusion des loyers fictifs du budget pour assurer la compatibilité entre les enquêtes, nous sommes content de pouvoir inclure ici une variable sur le statut de l'occupation. Deuxièmement, on examinera aussi le changement dans le temps par rapport aux biens durables dont disposent les ménages. Sur ce plan, on fera également la distinction entre les biens qui contiennent une certaine technologie et ceux qui ne sont pas ou peu technologiques. Comme mentionné déjà ci-dessus, on se limite pour la première catégorie aux biens technologiques qui existaient déjà en 1975-76 ; comme la télévision, la radio, la moto, etc. Par contre, parmi la deuxième catégorie, on trouve surtout des meubles, mais aussi la bicyclette comme moyen de transport peu technologique. Cette division sur base du caractère technologique permet de vérifier si une certaine substitution a eu lieu entre ces deux catégories (qui à son tour peut nous apprendre quelque chose par rapport à la validité de la supposition que nous avons faite ci-dessus). Et finalement, on étudiera également certains aspects du capital humain, dont la scolarisation du chef de ménage et le niveau de consommation en calories et en protéines par la famille.

Tableau 2. Types d'avoir et composantes spécifiques

TYPE D'AVOIR	COMPOSANTES SPÉCIFIQUES
qualite du logement	nature de la toiture matériaux des murs éclairage approvisionnement en eau aisance statut d'occupation
biens durables technologiques	television radio (cassette) telephone (portable) cuisiniere refrigerateur/congelateur voiture/camionnette moto/mobylette
biens durables non technologiques	table fauteuil ou divan garde-robe chaises/par personne lits/par personne matelas/par personne bicyclette
biens de capital humain	scolarisation (du chef du menage) consommation en calories consommation en proteines

Source : Classification de l'auteur, partiellement inspirée de MOSER, C., FELTON, A., *op. cit.*

Même si une inspection individuelle de chaque variable du Tableau 2 peut fournir plus de détails sur l'évolution des avoirs possédés, il est également pratique de réunir en un ensemble cette information – surtout vu sa complémentarité recherchée avec les données budgétaires. Ainsi, une technique d'indexation s'impose pour résumer, au niveau du ménage, l'information comprise dans différentes variables en un seul indice composite. À cette fin, une multitude de techniques statistiques existent, dont l'essentiel porte toujours sur l'estimation des poids qui sont attribués aux observations des variables sous-jacentes à cet indice. La technique retenue pour la présente étude est une extension dite « polychorique » de l'Analyse des Composantes Principales (ACP), développée par Kolenikov et Angeles²⁴. Cette extension permet à la fois l'utilisation de variables discrètes et continues, et assure la génération de poids robustes et uniformes pour la première composante. Les poids liés à cette première composante, laquelle capte la plus grande partie de l'information produite par les variables sous-jacentes, serviront de base pour nos indices

²⁴ KOLENIKOV, S., ANGELES, G., "Socioeconomic status measurement with discrete proxy variables: is principal component analysis a reliable answer?", *Review of Income and Wealth*, Vol. 55, No. 1, 2009, pp. 128-165.

composites. Dans un premier temps, on construira quatre indices composites – un pour chaque type d'avoir cité dans le Tableau 2 – dont une standardisation a été imputée aux indices initiaux résultant de l'ACP-polychorique, et cela de telle façon que la valeur minimale s'élève à 0 et la valeur moyenne à 1 pour l'ensemble de l'échantillon²⁵.

3. RÉSULTATS

Dans la section précédente, on a présenté les banques de données ainsi que les concepts de bien-être qu'on voudrait utiliser ici pour donner une idée du niveau de vie et de son évolution dans quelques grandes villes en RDC entre 1975 et 2005. Consécutivement, on fera une analyse budgétaire traditionnelle en calculant quelques indicateurs caractérisant les différentes distributions budgétaires, et aussi en examinant l'évolution dans l'ensemble de la consommation alimentaire et non alimentaire. Ensuite, on se rendra sur le terrain des avoirs pour étudier l'évolution dans les quatre catégories qu'on a conçues dans la section 2. Et finalement, on va combiner ces deux dimensions, budget et avoirs, afin de pouvoir différencier certaines transitions vers la pauvreté plutôt stochastiques de celles qui sont structurelles.

3.1. Analyse budgétaire

Ce qui saute immédiatement aux yeux, en observant la première colonne du Tableau 3, c'est que – malgré la crise généralisée à travers la période étudiée – la pauvreté n'a presque pas changé, ou elle a même diminué un peu. Dans le groupe où la pauvreté n'a pas changé, on trouve les villes de Mbandaka et de Kinshasa. Et dans l'autre groupe on observe Matadi, Kananga et Bandundu, caractérisées par une légère réduction de la pauvreté annuelle autour de 0,36 %, et dans un moindre degré aussi la ville de Kikwit (0,23 %). Curieusement, la ville de Bukavu fait exception à tout ceci avec une incidence de la pauvreté qui passe de 62 % en 1975 à 86 % en 2005, soit une augmentation annuelle de 1,15 %²⁶. À part cette évolution du niveau de vie contraire aux attentes générales, on peut également s'étonner quant aux positions relatives des différentes villes. Des études précédentes²⁷ ont déjà nuancé la position de Kinshasa vis-à-vis d'autres provinces : au lieu d'être en tête du peloton, Kinshasa se retrouve plutôt parmi les régions les plus affectées

²⁵ Pour plus d'information sur l'exacte application de cette ACP-polychorique et les choix opérationnels annexes, nous renvoyons à MARIVOET, W., KEJE, H., *op. cit.*, pp. 19-20, où une méthodologie très semblable a été suivie.

²⁶ Ici, il nous semble important de faire quelques réserves par rapport à l'Enquête 1-2-3 menée au Sud-Kivu. Des études antérieures ont montré que cette province semble être beaucoup plus pauvre que d'autres provinces aussi affectées par le conflit à l'est du pays – ce qui nous semble malgré tout un peu surprenant (MARIVOET, W., "Decentralizing the challenges of poverty reduction in DR Congo", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 268).

²⁷ MARIVOET, W., *ibid.* ; et MARIVOET, W., KEJE, H., *op. cit.*

par la pauvreté ; et l'inverse vaudrait pour la province de l'Équateur. Si on se limite aux huit grandes villes, on peut constater qu'une classification pareille se dessine : la ville de Kinshasa se situe plutôt dans la moyenne avec une incidence de pauvreté élevée autour de 73 % ; et Mbandaka (chef-lieu de l'Équateur) s'avère même la ville la moins pauvre de notre échantillon avec une incidence de 61 %. À part le chef-lieu du Sud-Kivu, les villes de Bandundu, de Kisangani et de Kikwit semblent parmi les zones urbaines les plus affectées par la pauvreté.

Bien que ces résultats soient des plus étonnants vu les événements que le pays a connus au fil des 30 années dont il est question ici, quatre thèses peuvent être mises en avant pour commencer à les interpréter.

D'abord, il y a la thèse du caractère progressivement informel des activités, selon laquelle la crise n'aurait touché principalement que le secteur formel, le secteur informel ayant pu remplacer une (grande) partie des activités économiques formelles ainsi perdues. Cette thèse s'est avérée déjà justifiée pour la ville de Kinshasa, selon une étude qui a comparé des données macro- et micro-économiques de la même période²⁸. En deuxième lieu, on a la thèse qui porte sur la réduction de l'inégalité : en effet, la crise formelle n'aurait touché que les couches les plus aisées de la population des villes, préservant ainsi les plus démunis d'un appauvrissement additionnel. Cependant, cette même étude qui porte sur la ville de Kinshasa entre 1975-2005²⁹ n'a pas pu appuyer complètement cette hypothèse, vu le fait que l'inégalité y est restée presque inchangée entre ces deux époques. De toute façon, cette thèse mérite d'être vérifiée pour les autres villes concernées par la présente étude. Troisièmement, un emploi plus efficace du budget des ménages aurait pu tempérer les effets les plus négatifs de la crise. Par exemple, une réorientation du budget vers des aliments caractérisés par un rapport calorie-prix plus avantageux aurait pu compenser une éventuelle perte budgétaire – tout en assurant une même consommation en calories et protéines. À Kinshasa, cette hypothèse semble déjà d'application, étant donné la composition du panier alimentaire abondamment modifiée en faveur de denrées plus nutritives. D'ailleurs, une inspection plus détaillée du budget alimentaire et non alimentaire nous permet de mieux valoriser notre méthodologie budgétaire basée sur cette série de déflateurs. Et la quatrième thèse pourrait être nommée la décapitalisation générale des avoirs possédés par les ménages : afin de s'assurer une consommation décente, les ménages auraient pu vendre une partie des biens de consommation ou de production dont ils disposaient. En d'autres mots, la résistance à la crise aurait été financée par la vente des avoirs familiaux.

Les trois premières hypothèses liées au budget seront examinées dans la section qui va suivre. La dernière thèse sur l'éventuelle décapitalisation sera recherchée en détail dans les sections ultérieures.

²⁸ DE HERDT, T., MARIVOET, W., *op. cit.*

²⁹ *Ibidem.*

Tableau 3. Caractéristiques distributives par ville et par période

VILLE	P0 (z=558FC*)			BUDGET MOYEN (FC)			COEFFICIENT DE GINI		
	1975	2005	%	1975	2005	%	1975	2005	%
<i>Kinshasa</i>	0,74	0,73	-0,07	482,78	487,36	0,03	0,40	0,38	-0,15
<i>Bandundu</i>	0,82	0,74	-0,33	440,26	477,34	0,28	0,34	0,24	-1,18
<i>Kikwit</i>	0,78	0,73	-0,23	443,55	444,13	0,00	0,33	0,28	-0,52
<i>Matadi</i>	0,75	0,66	-0,40	473,09	566,68	0,60	0,36	0,38	0,21
<i>Mbandaka</i>	0,61	0,61	0,00	587,17	584,50	-0,02	0,34	0,35	0,13
<i>Kisangani</i>	---	0,73	---	---	482,05	---	---	0,35	---
<i>Bukavu</i>	0,62	0,86	1,15	586,31	292,52	-2,37	0,36	0,43	0,63
<i>Kananga</i>	0,71	0,63	-0,38	512,44	673,32	0,95	0,33	0,39	0,60

Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

* Cette ligne de pauvreté est légèrement différente de celle affichée pour la ville de Kinshasa dans le premier tableau ci-dessus. L'explication de cette différence se situe sur le plan de l'attribution de la ligne non alimentaire, qui a été fixée à un niveau plus sévère pour l'exercice de déflation. En prenant cette décision, on a répondu à une des critiques à l'égard de la méthode FEI. (voir MARIVOET, W., *op. cit.*, 2010).

En considérant de nouveau le Tableau 3, qui décrit également les changements en budget moyen et en coefficient de Gini, on peut maintenant commencer à vérifier la validité de la thèse de l'informalisation et celle qui porte sur une éventuelle réduction de l'inégalité. Pour les villes de Mbandaka et de Kinshasa, une stabilité est constatée tant au niveau du budget moyen que du coefficient d'inégalité, ce qui confirme la thèse de l'informalisation et réfute celle d'une distribution budgétaire plus égale. En d'autres mots, l'incidence de pauvreté dans ces deux villes n'a guère changé, tout simplement parce que la distribution budgétaire réelle sous-jacente ne l'a pas fait non plus. Et donc, la perte supposée de revenu formel semble être complètement compensée par des revenus accrus venant d'activités informelles.

Pour les villes de Matadi et de Kananga, la réduction apparente de la pauvreté est uniquement due à la croissance générale du budget, car il y a une aggravation de l'inégalité dans le temps. Ces effets opposés à une réduction de la pauvreté sont beaucoup plus d'application dans le chef-lieu de la province du Kasai-Occidental que pour la ville portuaire. Autrement dit, l'informalisation a été tout autant une vraie stratégie de survie pour les plus pauvres qu'une réponse lucrative pour d'autres couches de ces deux sociétés urbaines. Il va de soi qu'un port international moins réglementé offre en effet pas mal d'opportunités financières ; pour Kananga, la façon exacte dont ses habitants ont pu profiter d'un tel processus de passage à l'informel est bien moins claire.

Ensuite, Bandundu a vu diminuer sa pauvreté grâce à un effet positif sur le plan de la croissance, mais aussi et surtout par une redistribution du budget plus égale, passant de 0,34 à seulement 0,24. Pour la ville de Kikwit par contre, la légère réduction de la pauvreté est uniquement due à une inégalité moins aiguë, le budget moyen restant inchangé. Donc, pour ces deux dernières

villes de la province du Bandundu, les thèses de l'informalisation ainsi que celle de la redistribution semblent être d'application.

En conclusion, la thèse de l'informalisation semble valable, mais à différents degrés, pour chacune des villes analysées ici. La thèse d'une redistribution du budget plus égale par contre ne l'est nulle part, exceptée pour les villes de Bandundu et de Kikwit. Pour ce qui est de la ville de Bukavu, aucune des ces deux thèses n'est d'application, vu sa forte croissance négative et son inégalité plus aiguë, une évolution d'ailleurs conforme à l'histoire du pays en général et au conflit à l'Est en particulier.

Ensuite, on peut vérifier la thèse d'un meilleur emploi du budget des ménages à l'aide du Tableau 4, qui présente la répartition du budget selon quelques grandes catégories de consommation par ville et par période. D'abord, en analysant l'évolution du budget alimentaire combinée avec l'information sur le changement du budget moyen (voir Tableau 3), on doit conclure que « la loi d'Engel »³⁰ n'est généralement pas suivie. Cette loi empirique prescrit que la part consacrée à l'alimentation devrait décroître quand le budget total augmente, toutes autres choses restant égales. Cependant, étant donné la longueur de la période étudiée ainsi que les changements structurels qui ont eu lieu dans la société congolaise entretemps, il est évident que très peu de choses sont restées égales pour nos huit villes. Or, au lieu de saisir la violation de cette loi en tant que preuve certaine d'une méthodologie biaisée, on voudrait plutôt l'utiliser comme point de référence pour une description de ces changements structurels, qui à leur tour pourraient augmenter notre compréhension de la méthodologie budgétaire sous-jacente. De toute façon, la loi d'Engel n'est certainement pas une loi théorique qui doit toujours valoir, mais plutôt une observation empirique souvent en vigueur.

Tableau 4. Répartition du budget par ville et par période

VILLE	ALIMENTATION (%)		LOGEMENT (%)		HABITS (%)		TRANSPORT (%)		ÉDUCATION (%)	
	1975	2005	1975	2005	1975	2005	1975	2005	1975	2005
<i>Kinshasa</i>	64,7	61,7	11,2	13,4	6,4	4,0	6,0	5,6	0,7	4,3
<i>Bandundu</i>	58,1	63,7	6,6	11,1	6,0	4,7	2,5	0,7	0,6	4,9
<i>Kikwit</i>	58,4	60,6	6,9	10,2	6,8	3,3	1,9	1,5	2,0	3,8
<i>Matadi</i>	69,9	66,1	10,6	11,7	3,9	4,2	2,8	3,1	0,3	2,7
<i>Mbandaka</i>	74,3	65,9	8,1	9,4	4,2	4,6	1,6	3,8	0,3	2,1
<i>Kisangani</i>	68,1	69,3	6,6	9,5	7,1	4,0	7,0	3,9	0,1	3,3
<i>Bukavu</i>	69,8	64,2	7,7	15,4	4,2	4,1	3,4	1,4	0,5	6,1
<i>Kananga</i>	62,0	68,8	9,8	10,8	6,6	4,7	3,2	2,2	1,0	2,6

Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

³⁰ DEATON, A., *op. cit.*, p. 7.

Commençons par Kinshasa, Kikwit et Mbandaka. Pour ces trois villes, on a pu observer une certaine stabilité dans le niveau de vie entre 1975 et 2005. Or, en observant la part du budget consacrée à l'alimentation, on voit que la loi d'Engel s'applique encore pour la ville de Kikwit, mais vaut nettement moins pour Kinshasa et certainement pas pour Mbandaka. En effet, entre 1975 et 2005, les Kinnois consacrent bien 3 % de moins à l'alimentation, et, pour les habitants de Mbandaka, cette réduction s'élève même à 8 %. À l'origine de ces observations, il y a certainement l'abandon de l'éducation par l'État qui joue un rôle important et qui fait que les ménages eux-mêmes ont pris en charge directement le financement de ce secteur³¹. Ceci se voit très clairement en observant l'évolution de la part du budget total consacrée à l'éducation : pour ces deux dernières villes, cette part a même augmenté avec un facteur 7. Pour Mbandaka, on voit aussi une forte augmentation (de 1,6 % à 3,8 %) de la part consacrée au transport. À Kikwit, l'augmentation du budget à l'éducation s'avère moins forte (de 2,0 % à 3,8 %), et semble ici plutôt 'financée' par une diminution de moitié du budget lié à l'achat de vêtements.

Pour les villes de Kananga, de Matadi et de Bandundu, on a pu enregistrer une certaine croissance dans le budget moyen ci-dessus. Cependant, mais pour Matadi uniquement, cette croissance a été accompagnée par une réduction de la part du budget consacrée à l'alimentation, ainsi que d'une légère augmentation annexe quant aux catégories dites de luxe, comme l'habillement et le transport. De nouveau ici, on voit également une forte augmentation de la part du budget attribuée à l'éducation. Pour Kananga et Bandundu, la croissance concernant le budget moyen n'a certainement pas été accompagnée par une diminution, mais plutôt par une (forte) augmentation du budget alimentaire par rapport au total. Ces observations sont d'autant plus remarquables qu'ici aussi la part du budget attribuée à l'éducation a dû augmenter considérablement à cause de l'abandon de ce secteur par l'État. Toutefois, un examen plus détaillé du budget des ménages en 1975 et 2005 a révélé que les catégories « autoconsommation » ainsi que « cadeaux reçus en nature » ont fortement diminué dans ces deux villes au fil de la période étudiée. En supposant maintenant que ces catégories consistent principalement en nourriture, il devient beaucoup moins étonnant de voir augmenter la part consacrée à l'alimentation³². Pour le reste, l'allocation du budget des habitants dans ces deux villes est caractérisée par une augmentation de la part consacrée au logement et une diminution de celles réservées aux vêtements et au transport.

Finalement, la ville de Bukavu a été la seule ville caractérisée par un sérieux recul économique entre 1975 et 2005. Par contre, ce recul ne semble pas avoir entraîné des dépenses plus orientées vers l'alimentation, ce qu'on

³¹ DE HERDT, T. (dir.), *À la recherche de l'État en R-D Congo. Acteurs et enjeux d'une reconstruction post-conflit*, Paris, L'Harmattan, 2011 ; DE HERDT, T., MARIVOET, W., MARYSSE, S., *op. cit.*

³² Naturellement, ces phénomènes méritent d'être examinés davantage, ce que nous voudrions réserver pour des études ultérieures.

aurait pu attendre selon la loi d'Engel. Mais de nouveau ici, l'explication peut être trouvée dans la reprise du secteur de l'éducation par les ménages, qui se voyaient ainsi obligés d'accroître fortement leur part du budget attribuée à celle-ci (de 0,5 % jusqu'à atteindre même 6,1 %). Egalement pour Bukavu, on peut constater une plus forte attribution du budget au logement, de telle façon qu'une réduction semblable dans les rubriques d'autoconsommation et de cadeaux en nature est ici aussi d'application³³. Bien que le rapport de 1975 nous manque pour analyser la ville de Kisangani de la même manière, on peut malgré tout remarquer que les habitants de cette ville ont sérieusement dû abaisser leurs dépenses liées à l'habillement et au transport : là où les dépenses concernant ces catégories formaient encore une part importante du budget total (à savoir, 7 %, ce qui est d'ailleurs le pourcentage le plus élevé enregistré dans toutes les villes) en 1975, ces dépenses relatives ont diminué jusqu'à un peu plus que la moitié.

Cependant, le degré auquel on peut recourir en ce qui concerne des changements structurels dans la société congolaise pour expliquer la violation de la loi d'Engel observée ci-dessus, est naturellement limité. Le contraire signifierait en effet que l'alimentation est un besoin d'ordre secondaire, car modifiable selon les conditions économiques existantes. En revanche, un emploi plus efficace du budget alimentaire pourrait avoir malgré tout créé plus d'espace de manœuvre pour répondre à ces changements sans avoir forcément un impact négatif sur l'état nutritionnel des populations étudiées. En effet, différentes études faites à propos de la ville de Kinshasa³⁴ ont révélé qu'au fil des années le panier alimentaire des Kinois a connu une petite révolution – dont la substitution du manioc par le maïs est le fait le plus exemplaire. À partir de la Figure 2, qui présente ce panier alimentaire par ville et par période ainsi que le nombre moyen de calories consommées par jour et par personne, on peut vérifier si cette révolution dans le régime alimentaire a aussi été d'application dans les autres villes congolaises.

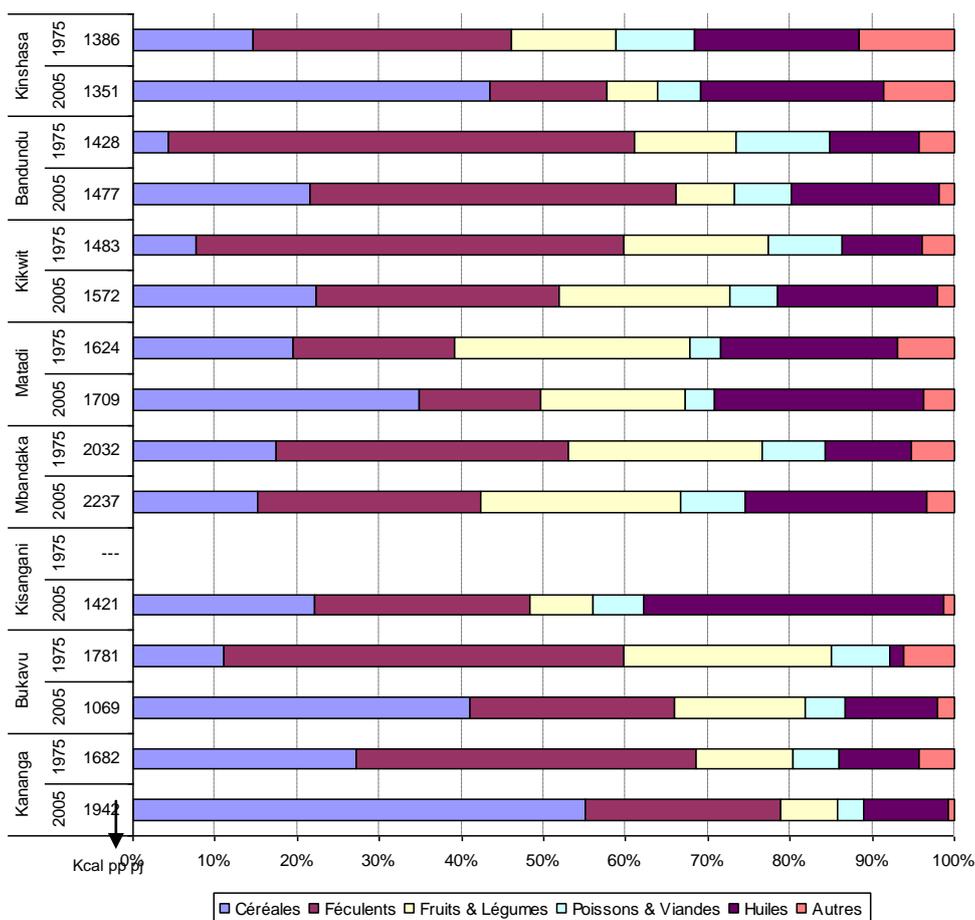
Ce que la Figure 2 fait remarquer immédiatement, c'est que la révolution alimentaire n'est pas un phénomène typiquement kinois, mais qu'elle s'est faite sentir – à différents degrés – dans toutes les autres villes ici étudiées, sauf Mbandaka. Plus particulièrement et excepté cette dernière ville, on a pu constater que les citoyens en 2005 ont obtenu chaque fois une quantité plus importante de leur nombre total de calories provenant de céréales qu'en 1975, et que l'inverse vaut pour la catégorie des féculents. La croissance relative en calories obtenues par céréales est la plus nette à Bandundu (de 4 % à 21 %), contrairement à Matadi où cette croissance s'est avérée la moins forte. Remarquable aussi est le doublement relatif des calories céréales réalisé à Kananga, où le régime nutritionnel était déjà fortement basé sur ce type

³³ Cette observation-ci, combinée avec une forte réduction du budget moyen ainsi qu'une part décroissante consacrée à l'alimentation, pourrait déjà indiquer une évolution nutritionnelle négative très préoccupante à Bukavu.

³⁴ DE HERDT, T., TSHIMANGA, C., *op. cit.* ; DE HERDT, T., MARIVOET, W., MARYSSE, S., *op. cit.*

d'aliments. Pour ce qui est des féculents, la réduction relative en termes caloriques se trouve entre 55 % (pour Kinshasa) et 21 % (pour Bandundu). Ce remplacement général des féculents par des céréales s'est également accompagné d'une consommation relativement plus importante d'huile (ce qui compte d'ailleurs aussi pour la ville de Mbandaka).

Figure 2. Grands groupes d'aliments par ville et par période (en calories)*



Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

* La répartition affichée dans cette figure représente les parts relatives dans l'ensemble des calories consommées par ville et par période.

La question de savoir jusqu'à quel point ces transformations ont créé aussi plus d'espace pour répondre aux changements structurels dans la société, est naturellement quelque chose qu'on doit examiner en rapport étroit avec l'évolution des prix des différentes denrées alimentaires. Bien qu'une telle analyse détaillée se trouve en dehors de la portée de notre étude, il est possible

toutefois de vérifier – par l'introduction des données sur la consommation absolue en calories – si la transformation du régime dans une telle ou telle ville a pu compenser une éventuelle perte de budget alimentaire enregistrée, ou bien si elle a engendré un meilleur état nutritionnel au cas où le budget alimentaire était resté inchangé.

En conclusion, en combinant l'information de la Figure 2 et les Tableaux 3 et 4, on peut conclure que les habitants de Kikwit, de Matadi, de Kinshasa, mais surtout ceux de Mbandaka, ont réalisé un emploi plus efficace de leur budget alimentaire. Pour les deux dernières villes, il s'agit respectivement d'une compensation et même d'une surcompensation d'une perte concernant le budget alimentaire, vu la stabilité en calories observée à Kinshasa (de 1386 à 1351 kcals) et la croissance à Mbandaka (de 2032 à 2237 kcals). Pour les villes de Kikwit et de Matadi, on peut par analogie observer que, malgré leurs budgets alimentaires pratiquement stationnaires, la consommation en calories y a augmenté (respectivement de 1483 à 1572 kcals, et de 1624 à 1709 kcals). Ce qui est remarquable pour le reste, c'est la pauvre situation nutritionnelle de la capitale du pays, et ceci autant en 1975 qu'en 2005. À l'autre bout de l'échelle, on trouve les habitants de la ville de Mbandaka qui se trouvent toujours parmi les citadins les mieux nourris du pays.

3.2. Analyse des avoirs

Afin de pouvoir dépasser la seule dimension monétaire pour se faire une idée de l'évolution du niveau de vie des citadins entre 1975 et 2005, nous voudrions dans la présente section nous lancer dans le domaine des avoirs dont disposent les ménages congolais. Ci-dessus, on a déjà identifié les quatre catégories d'avoirs avec leurs composantes annexes qui ont fait l'objet d'une méthode de synthétisation (appelée « ACP-polychorique »), et dont les poids de la première composante ont été utilisés pour engendrer les quatre indices des avoirs poursuivis ici. Pour faciliter la lecture de ces indices, on a aussi choisi d'appliquer une procédure de standardisation dont le minimum et la moyenne de l'échantillon combiné renvoient respectivement à 0 et 1. Le Tableau 5 résume pour chacune de ces quatre catégories l'indice des avoirs moyen par ville et par période. La dernière colonne de ce tableau donne aussi les moyennes de l'indice agrégé, qui a été dérivé en utilisant la même technique statistique, mais cette fois basée sur l'ensemble de toutes les 23 variables sous-jacentes. Or, en analysant ces indices des avoirs, on peut distinguer les différentes évolutions qui vont suivre.

Pour Matadi, Kinshasa et Bandundu, les habitants ont généralement vu croître assez bien leur niveau d'avoirs entre 1975 et 2005. Cette observation est également reflétée dans chacune de nos quatre catégories, sauf celle des biens non ou peu technologiques – qui se caractériserait plutôt par une légère décapitalisation. Cette croissance générale est la plus élevée pour Matadi, ce qui trouve son origine dans une hausse marquée au niveau du capital humain

(de 0,97 à 1,57), mais surtout aussi au niveau des biens technologiques (de 0,73 à 2,32). Pour les Kinois aussi, une forte augmentation dans la possession de biens technologiques est d'application (de 0,89 à 1,85), mais ici le niveau du capital humain est plutôt resté inchangé au fil des années. À Bandundu, les mêmes tendances qu'à Matadi et Kinshasa se retrouvent (excepté en ce qui concerne le capital humain), mais toutes à un moindre niveau. Si on analyse de plus près l'évolution dans le domaine des biens technologiques, on peut constater que dans ces trois villes ce sont surtout la télévision et le téléphone (portable) qui sont devenus plus fréquents. À Matadi, ceci vaut également pour l'usage d'une radio, d'une cuisinière et d'un frigo. La stabilité par rapport aux biens du capital humain à Kinshasa semble être uniquement due à la pauvre performance en termes de consommation en calories et en protéines, vu que la scolarisation du chef de ménage se serait élevée de 6 à 10 ans à travers la période étudiée. Une pareille performance éducative compte d'ailleurs aussi pour Matadi et Bandundu. La légère décapitalisation des biens peu ou pas technologiques dans ces trois villes renvoie en général à l'ensemble de presque toutes les composantes sous-jacentes. La plus grande exception à ceci est l'utilisation plus fréquente d'un vélo à Bandundu : là où 12 % des ménages disposaient d'un vélo en 1975, ce pourcentage semble être monté jusqu'à 45 % en 2005. Et finalement, la qualité du logement dans ces trois villes semble aussi avoir augmenté au fil des années.

Tableau 5. Indices des avoirs moyens par ville et par période

VILLE	QUALITÉ DE LOGEMENT		BIENS TECHNOLOGIQUES		BIENS NON TECHNOLOGIQUES		CAPITAL HUMAIN		INDICE AGRÉGÉ	
	1975	2005	1975	2005	1975	2005	1975	2005	1975	2005
<i>Kinshasa</i>	1,00	1,25	0,89	1,85	1,04	0,93	0,96	0,95	0,98	1,34
<i>Bandundu</i>	0,79	0,95	0,44	0,75	1,14	1,02	0,96	1,05	0,77	0,97
<i>Kikwit</i>	0,70	0,69	0,36	0,49	0,93	1,08	0,81	1,14	0,67	0,76
<i>Matadi</i>	1,00	1,26	0,73	2,32	1,25	1,11	0,97	1,57	0,94	1,49
<i>Mbandaka</i>	0,76	0,75	0,61	0,50	1,14	0,85	1,22	1,51	0,79	0,79
<i>Kisangani</i>	1,02	0,79	1,05	0,91	1,07	0,80	---	0,97	---	0,86
<i>Bukavu</i>	0,95	0,80	0,64	0,78	1,05	0,85	1,17	0,96	0,94	0,87
<i>Kananga</i>	0,88	0,87	0,44	0,59	0,87	0,61	1,00	1,36	0,78	0,85
<i>total</i>	1,00		1,00		1,00		1,00		1,00	

Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

Pour les villes de Kikwit et de Kananga, la croissance en avoirs au sein des ménages paraît en général aussi avoir augmenté entre 1975 et 2005, mais sensiblement moins que pour les trois villes analysées ci-dessus. À l'origine de cette observation, on trouve une croissance moyenne par rapport aux catégories du capital humain et des biens technologiques (respectivement de 0,81 à 1,14 et de 0,36 à 0,49 pour Kikwit ; et de 1,00 à 1,36 et de 0,44 à 0,59 pour Kananga), et ceci combiné avec une stabilité du point de vue de la qualité du domicile. Par

rapport aux biens non technologiques, on voit encore une légère augmentation à Kikwit et une certaine décapitalisation à Kananga. Cette décapitalisation peut être généralisée à tous les biens sous-jacents, sauf pour la possession d'un vélo, qui semble s'être plus répandue au fil des années. Une analyse plus approfondie nous apprend aussi que la croissance en biens technologiques peut être principalement attribuée pour ces deux villes à une possession plus fréquente d'une radio et d'un téléphone (portable). Pour ce qui est du capital humain, une meilleure scolarisation ainsi qu'une consommation calorique et protéinique plus élevée forment la base sous-tendant la croissance de cette catégorie.

Par ailleurs, à part les variables liées au capital humain, les avoirs dont disposent les ménages à Mbandaka et à Kisangani semblent avoir diminué. En effet, des réductions considérables au niveau des biens technologiques et non technologiques peuvent être enregistrées dans ces deux villes (respectivement de 0,61 à 0,50 et de 1,14 à 0,85 pour Mbandaka ; et de 1,05 à 0,91 et de 1,07 à 0,80 pour Kisangani). À Kisangani, ces baisses semblent être surtout expliquées par la disposition beaucoup moins fréquente d'une cuisinière, d'un frigo et d'un véhicule, pour ce qui est des biens technologiques. Ensuite, pour les biens non technologiques, cette baisse est reflétée au niveau de presque chaque composante sous-jacente, sauf de nouveau pour l'usage d'un vélo, qui y est devenu en 2005 beaucoup plus répandu. À l'exception des réductions supplémentaires quant à la possession d'une radio et d'une moto, ces mêmes changements dans le patrimoine familial sont aussi d'application pour la ville de Mbandaka, y compris aussi l'usage plus fréquent d'un vélo. En outre, la qualité du logement s'est également dégradée à Kisangani et à Mbandaka – la dégradation étant, il est vrai, beaucoup moindre dans cette dernière ville. À Kisangani, cette forte dégradation aurait été causée par une baisse dans la qualité de la toiture, des murs et de l'éclairage. En faisant abstraction des aspects liés au capital humain, ces deux villes sont caractérisées par une vraie décapitalisation en termes d'avoirs. Cependant, la meilleure performance de la ville de Mbandaka quant à la consommation calorique et protéinique, ainsi que la scolarisation des chefs de ménage, fait que l'indice agrégé semble avoir peu changé³⁵.

Et finalement, en analysant l'évolution des avoirs à disposition des ménages à Bukavu, on doit constater que la décapitalisation y est encore plus accentuée que dans les villes de Kisangani et de Mbandaka. En effet, tant au niveau du logement, que des biens non technologiques et du capital humain, on peut voir une régression sensible, respectivement de 0,95 à 0,80, de 1,05 à 0,85 et de 1,17 à 0,96. Et cette fois-ci, la meilleure performance par rapport à la quatrième catégorie, c.-à-d. les biens technologiques, n'a pas pu compenser la tendance générale ; de telle sorte que l'indice des avoirs agrégé recule aussi de

³⁵ Vu le fait que la catégorie du capital humain comprend deux variables pour lesquelles il est indispensable de connaître les prix locaux, on n'a pas été capable de déduire pour la ville de Kisangani l'indice des avoirs correspondant, ni celui qui résume l'état de tous les avoirs dans leur ensemble.

0,94 à 0,87. À l'origine de cette régression générale, on trouve surtout une dégradation du logement, notamment des murs, de l'approvisionnement en eau et des toilettes ; une décapitalisation au niveau des garde-robes, du nombre de chaises par personne ainsi que des vélos, en ce qui concerne les biens non technologiques ; et une forte réduction par rapport à la consommation en calories et en protéines dans le domaine du capital humain. La croissance en biens technologiques à Bukavu entre 1975 et 2005 est principalement due à une utilisation plus fréquente d'un téléphone (portable), d'une télévision et d'une radio.

En résumant cette section, on voudrait encore nuancer un peu l'image trop optimiste par rapport à l'évolution en avoirs dans l'ensemble des huit villes. En effet, 30 ans de crise formelle au Congo ne semblent pas avoir privé les ménages de leurs actifs de base ; bien au contraire, pas mal de villes ont vu croître (fortement) leur base de capital. Ceci est d'autant plus remarquable qu'on s'est limité dans la présente étude aux avoirs figurant à la fois dans les enquêtes de 1975-1976 et de 2004-05. En agissant de cette façon, on risque même d'avoir (légèrement) sous-estimé la situation des citoyens en 2004-05, qui pouvaient déjà disposer d'ordinateurs, de DVD et d'autre matériel de haute technologie. Par contre, par manque de données comparables, on n'a pas pu pousser plus loin la comparaison avec d'autres types de capital, comme le capital social et environnemental. Surtout au niveau du capital environnemental, on pense être passé à côté d'un élément clé, où la crise congolaise s'est fait probablement sentir le plus. En effet, ce n'est qu'après les contrats chinois en 2007 que le gouvernement a investi largement dans l'infrastructure du pays depuis son indépendance en 1960. En outre, notre instrument de sondage (c.-à-d. les enquêtes auprès des ménages) n'arrive souvent pas à capter correctement les évolutions qualitatives. Bien entendu, une maison de 1975 construite en dur avec une tôle galvanisée gardera les mêmes caractéristiques d'enquête après 30 ans, malgré l'état général peut-être beaucoup plus délabré. Evidemment, un même raisonnement peut s'appliquer pour d'autres avoirs, comme un véhicule qui roule encore après son millième rafistolage, et qui – pour nos enquêtes – vaut autant qu'un nouveau 4x4.

De toute façon, si une certaine décapitalisation générale a eu lieu dans le temps, ceci se serait passé uniquement au niveau des biens peu ou non technologiques. Pour cette catégorie, on a pu observer un recul généralisé dans toutes les huit villes, sauf pour Kikwit. Pour le reste, et pour autant que ces réserves méthodologiques ne soient pas trop problématiques pour bien apprécier l'évolution en avoirs, on peut de nouveau s'étonner, pour le moins, de la résistance remarquable caractérisant la société congolaise au fil des 30 dernières années.

3.3. Analyse combinée

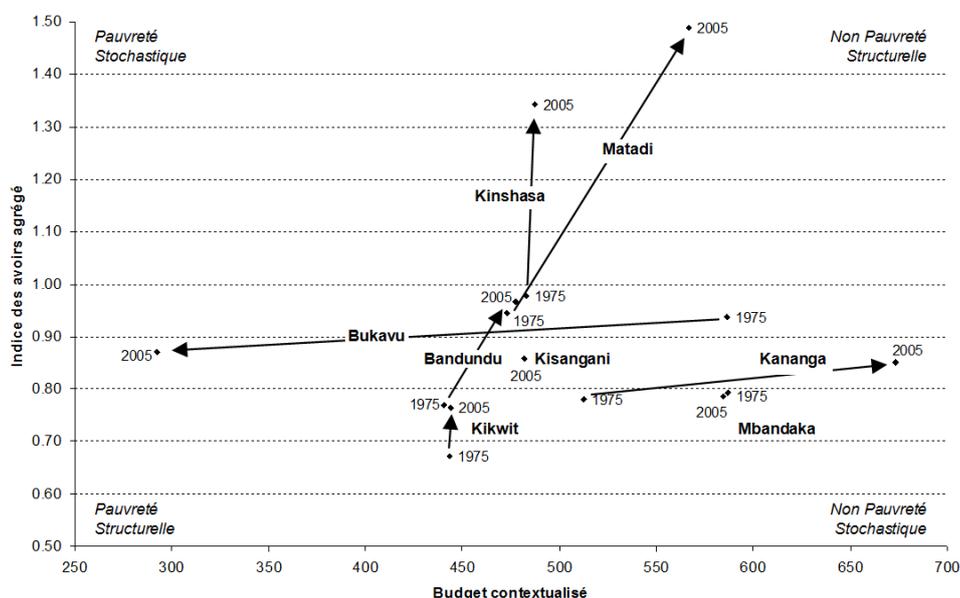
Dans les deux sections précédentes, on a donné une description détaillée de l'évolution du niveau de vie urbain entre 1975 et 2005,

respectivement en termes du budget et des avoirs au sein des ménages. Ici, on voudrait à présent combiner ces deux dimensions pour faire la distinction entre évolutions structurelles et stochastiques. Cette approche conçoit l'analyse des avoirs comme complémentaire à celle du budget : la métrique monétaire reste la dimension élue pour l'identification des pauvres, mais les avoirs ajoutent une notion sur l'éventuel caractère éphémère de cette pauvreté. Ainsi, on parle de la pauvreté stochastique si un ménage doit survivre avec un budget très limité, mais dispose quand même encore d'un ensemble important d'avoirs. Ces avoirs peuvent en effet lui permettre d'amortir d'éventuels chocs de consommation grâce à leur vente à un tiers ou de poursuivre un meilleur mode de vie en les employant autrement. Si un ménage pauvre ne peut pas compter sur un certain minimum d'avoirs, ce ménage est probablement condamné à la pauvreté permanente – ce qu'on peut libeller comme une pauvreté structurelle.

Dans la Figure 3, on a tracé par ville l'évolution en termes de budget et de notre indice des avoirs agrégé entre 1975 et 2005. De même, on a affecté les notions de la pauvreté stochastique et structurelle, avec leurs équivalents de non-pauvreté, à l'extrémité de chaque quadrant ainsi créé. Finalement, on va examiner en gros l'évolution générale au fil des 30 dernières années, en appréciant également la position relative des différentes villes.

Ce qui saute immédiatement aux yeux est la bonne performance de Matadi. Cette ville a certainement fait un réel progrès entre les deux époques étudiées ici, ce qui s'est fait sentir autant au niveau du budget que des avoirs. Matadi est aussi l'unique ville qui réponde parfaitement à la loi d'Engel. Notons que cette performance a été partiellement financée par un meilleur emploi du budget alimentaire ainsi que par une légère décapitalisation des biens peu ou non technologiques, tout en limitant au même moment le degré d'inégalité. Un même trajet, mais moins net, s'est dessiné pour la ville de Bandundu. Là aussi, le budget et les avoirs dont disposent les ménages ont augmenté. En outre, cette amélioration moyenne s'avère encore mieux répartie sur les habitants de la ville, ce qui se reflète dans la forte réduction de l'inégalité observée au cours du temps avec des retombées annexes très positives pour l'incidence de pauvreté.

Une autre typologie qu'on peut distinguer dans la Figure 3, est celle de Kinshasa et de Kikwit : ces deux villes sont caractérisées par une (forte) augmentation en avoirs, combinée avec un budget pratiquement stationnaire – dont Kikwit semble avoir connu plutôt une faible version du trajet parcouru par Kinshasa. En effet, l'accroissement y est d'application au niveau de presque chaque type d'avoir, mais à un degré beaucoup moins impressionnant que pour la ville de Kinshasa. Dans cette dernière ville, ce sont surtout les biens technologiques ainsi que la qualité du logement qui sont responsables de la hausse frappante en avoirs. Pour ces deux villes, un emploi plus efficace du budget alimentaire existe également.

Figure 3. Évolution en indice agrégé des avoirs et budgets moyens par ville

Source : Calculs de l'auteur sur base des enquêtes démographiques et budgétaires des villes du Zaïre (1975-76) et de l'Enquête 1-2-3 (2004-05).

Pour Kananga, on peut voir une évolution un peu inverse à celle de Kinshasa : la base de capital dont disposent les ménages à Kananga n'a guère changé, malgré un budget moyen qui s'est sensiblement accru. Par conséquent, cette évolution a fortement réduit l'incidence de la pauvreté, nonobstant une inégalité plus grande. Cependant, cette réduction de la pauvreté est loin d'être structurelle, vu le maigre renforcement de la base de capital. Ici, il importe de faire référence à la remarque méthodologique faite ci-dessus, où a été soulignée la possibilité d'une éventuelle surestimation du budget quand la poursuite de certains avoirs de base était relativement plus difficile ou simplement impossible. En effet, vu l'enclavement de la ville de Kananga au sein du pays, il est probable que l'accès de ses habitants à certains actifs soit beaucoup plus problématique, ce qui fait que la plupart des moyens financiers a été dirigée vers l'alimentation. D'ailleurs, et de façon plus générale, la Figure 3 montre très bien que l'évolution en avoirs est fortement corrélée avec la position géographique par rapport aux marchés internationaux : il suffit de suivre le réseau fluvial à partir de l'embouchure du fleuve Congo à Matadi jusqu'à la ville de Bukavu pour voir décroître systématiquement le niveau des avoirs au sein des ménages urbains. En d'autres mots, si les habitants de Kananga avaient un accès similaire aux différentes formes de capital que leurs homologues à Kinshasa, le chef-lieu du Kasai-Occidental aurait peut-être poursuivi le même trajet que la capitale.

La ville de Mbandaka par contre s'avère être gelée dans le temps : tant au niveau du budget que des avoirs, la ville ne semble avoir guère subi de changements entre 1975 et 2005. Cependant, derrière cette image stationnaire, on a pu malgré tout discerner une certaine substitution des avoirs pour compenser un éventuel recul budgétaire. En effet, la décapitalisation au niveau de trois des quatre catégories d'avoirs, combinée avec un meilleur emploi du budget alimentaire, n'a certainement pas résulté en un état nutritionnel plus aggravé. Par conséquent, l'incidence de la pauvreté et le degré d'inégalité à Mbandaka n'ont guère changé.

Pour la ville de Bukavu ensuite, l'évolution au fil des années a été la plus dramatique. Ceci s'est fait sentir non seulement par une décapitalisation générale en avoirs (sauf pour les biens technologiques), mais aussi par un fort recul budgétaire, qui a rendu la situation nutritionnelle de ses habitants très préoccupante. En outre, on a pu voir l'inégalité y augmenter le plus, ce qui fait que l'incidence de la pauvreté s'y est aggravée encore davantage. Il est clair que le conflit dans lequel la région à l'est du pays est plongée, nous fournit une première explication évidente. Néanmoins, quelques autres localités autant ou même davantage affectées par le conflit (comme la province du Nord-Kivu, de Maniema et le district d'Ituri) ne semblent pas vivre la même situation précaire que les habitants de Bukavu³⁶ ; ce qui devrait inciter les chercheurs à étudier ce phénomène de plus près.

Et finalement, par manque d'un rapport budgétaire, il est trop difficile de classer la ville de Kisangani dans une des typologies décrites ci-dessus. Cependant, en se basant sur l'information qui est disponible, l'évolution de cette ville aurait suivi plutôt un trajet similaire à celui de Mbandaka ou de Bukavu.

En guise de clôture de cette section, nous voudrions encore examiner les positions relatives de chaque ville à l'égard de nos deux dimensions. Tout d'abord, il faut remarquer que ni Matadi ni Kinshasa ne sont parmi les villes les plus riches de notre étude. En effet, tant en 1975 qu'en 2005, cette position a été réservée aux villes de Mbandaka et de Kananga (et aussi à Bukavu pour ce qui est de l'année 1975). Par contre, le niveau du capital dans ces dernières villes a toujours été effectivement parmi les plus bas, ce qui suggère que les habitants y sont encore très vulnérables aux éventuels chocs budgétaires. Cependant, les villes de Kinshasa et de Matadi – bien qu'elles ne soient pas les plus aisées – sont certainement les villes les moins vulnérables, vu leur stock en avoirs bien plus considérable, qui permet d'amortir d'éventuelles chutes en consommation.

Là où Matadi suivait encore de tout près Kinshasa en 1975, on a dû voir qu'au fil des années la ville portuaire a bien dépassé la capitale du pays, et ceci tant au niveau du budget que des avoirs. Pour le reste, on voit encore que les habitants de Bandundu en 2005 avaient un niveau de vie similaire à leurs homologues de Kinshasa et Matadi en 1975 ; et que la même chose compte

³⁶ Voir MARIVOET, W., "Decentralizing the challenges...", *op. cit.*, pp. 261-262.

pour les habitants de Kikwit en 2005 vis-à-vis de leurs compatriotes de Bandundu en 1975. Et finalement, le recul de Bukavu est encore plus dramatique sur le plan relatif ; là où la ville occupait encore la meilleure position de toutes les villes enquêtées en 1975, ses habitants ont entretemps vu chuter leur niveau de vie vers une situation parmi les plus précaires, malgré le fait qu'ils ont pu garder une certaine base en avoirs.

4. CONCLUSIONS

Par le biais d'enquêtes budgétaires auprès des ménages, cette étude a analysé l'évolution du niveau de vie dans huit villes en RDC entre 1975 et 2005. Cette période coïncide largement avec la crise formelle dans laquelle le pays est plongé après l'introduction de la politique catastrophique de la zaïrianisation en 1973. Bien que chaque ville semble avoir connu sa propre histoire très particulière, les phénomènes suivants semblent toutefois caractériser l'ensemble du milieu urbain de ce pays au cours du temps.

Tout d'abord, il est remarquable que cette crise longue et profonde ne semble avoir guère corrodé le niveau de vie en ville ; bien au contraire, quelques villes ont même progressé un peu au fil des années. Ce qu'on a appelé le miracle kinois semble aussi valoir, à part quelques exceptions, pour d'autres milieux urbains. En général, cette résistance à la crise formelle n'a pas été accompagnée d'une décapitalisation en avoirs, mais a semblé plutôt 'financée' par un recours massif aux stratégies informelles pour certaines villes, ainsi qu'à un meilleur emploi du budget alimentaire pour d'autres.

Liée à cette dernière observation on a pu constater une deuxième tendance générale, notamment une révolution considérable dans le régime des citadins au fil des années : là où la plupart des calories en 1975 étaient encore apportées par des féculents, leur part respective dans l'ensemble des calories a été largement substituée par des calories issues de céréales en 2005 et, à un moindre degré, par des calories huileuses.

Troisièmement, on a pu voir augmenter de façon générale la part du budget total consacrée à l'éducation. Ici, la crise formelle a été bel et bien tangible dans le budget des ménages urbains congolais, de sorte que ces ménages ont dû reprendre le financement du secteur en question, un secteur systématiquement abandonné par l'État.

Et finalement, ce qui a résulté également de cette étude, c'est l'aspect de l'économie géographique par rapport aux avoirs. Simplement dit, l'accessibilité physique d'une ville par le réseau de transport en général, ainsi que sa proximité à l'égard d'un port maritime en particulier, semblent avoir structuré l'évolution en avoirs auprès des citadins des différentes villes. Lié à ceci, on a aussi pu voir croître sensiblement l'usage du vélo dans les régions les plus enclavées au sein du pays.

Il résulte de cette étude qu'il serait désirable que la recherche ultérieure se focalise sur une meilleure inspection des changements structurels vécus dans chaque ville singulière. À cette fin, des méthodes mixtes nous sembleraient les

plus appropriées, surtout vu la longue période analysée ici, qui rend les instruments purement quantitatifs moins performants. Parmi les sujets méritant d'être étudiés davantage, on trouve les phénomènes qui sont à la base de la forte réduction de l'autoconsommation et des cadeaux reçus en nature, dans certaines villes. Puis, il nous semble également important de mieux connaître les solutions précises apportées par les ménages après le retrait de l'État vis-à-vis du secteur de l'éducation. Et finalement, un examen plus détaillé des prix relatifs des denrées alimentaires et de la façon dont les ménages y ont réagi, peut nous aider à compléter la carte de nutrition du pays ainsi que ses flux commerciaux.

Kinshasa, mai 2011